

# La Presse

I . La Presse. 1839-09-05.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).



ABONNEMENTS  
Datent des 1<sup>er</sup> et 15 du mois.  
RUE SAINT-GEORGES, 16.



# PRESSE

ANNONCES  
1 franc 50 centimes la ligne.  
RUE SAINT-GEORGES, 16.

## Presse et correspondance étrangères.

**Portugal.** — Lisbonne, 20 août. — Le gouvernement a enfin résolu d'envoyer un ambassadeur extraordinaire à la cour du Brésil, pour négocier un traité de commerce.

On dit qu'un bateau à vapeur, dont le nom et le pavillon sont inconnus, a débarqué il y a quelques jours sur les côtes des Algarves 180 hommes qui doivent se joindre aux bandits de ces provinces, avec armes et munitions.

La frégate française la *Junon* et la corvette l'*Aigle* étaient toujours dans le Tage.

Le vice-consul portugais à Maragnan a informé son gouvernement, par une dépêche du 26 juin, que trois jours avant, les insurgés s'étaient portés sur l'île Santa-Anna, et avaient détruit le phare de cette île, afin que les navires qui viendraient au secours de cette place pussent se perdre.

**Hanovre, 27 août.** — « Certains journaux de Paris ont représenté sous les couleurs les plus fausses, et empreintes évidemment de l'esprit de parti, les discussions qui se sont élevées entre le roi Ernest et les états. La mauvaise foi ou l'ignorance de la situation vraie des choses ont pu seules donner à ces correspondances une direction aussi éloignée de la vérité. Nous ne comptons en France que trop d'écrivains tourmentés d'un besoin constant de révolutions et pour lesquels l'annonce seule d'une perturbation quelconque, sur quelque point que ce soit de l'Europe, est une bonne fortune. Aussi, sans examiner le droit de chacun, ils s'empressent d'accueillir et de propager les nouvelles les plus ridicules, les plaintes les moins fondées et qu'ils ne prennent même pas le soin de constater, dans l'espoir qu'en leur donnant du retentissement, ils parviendront à allumer l'incendie; voilà ce qui vient d'arriver à propos du Hanovre. Les journaux que je viens de signaler ont si bien disposé leur thème que le lecteur devrait croire que dans cette affaire tous les torts sont du côté du roi et de son gouvernement; ils n'ont même pas admis la possibilité que des intentions malveillantes et inconstitutionnelles puissent animer quelques individus qui prétendent parler au nom du pays entier.

Des affaires personnelles m'ayant obligé à un séjour assez prolongé dans cette capitale, j'y ai pris connaissance exacte de la nature de ces discussions; j'ai vu et j'ai le droit de parler. Je ne manquerai pas de vous écrire à ce sujet aussitôt que j'aurai recueilli quelques renseignements qui me sont nécessaires pour traiter cette affaire d'une manière approfondie, basée sur des faits, sur des pièces authentiques et qui j'ose l'espérer emporteront conviction. Et cependant en ma qualité de témoin de tout ce qui s'est passé ici, je puis, dès aujourd'hui, vous certifier que la tranquillité publique n'y a jamais été sérieusement menacée. » S...

Paris, 4 septembre.

Nous recevons de bonne source la lettre suivante :

Constantinople, 17 août.

Le gouvernement turc ayant appris l'arrivée à Salonique d'un émissaire de Mehemet-Ali, et Khosrew-pacha, grand visir, ayant reçu du vice roi une lettre conçue en termes blessants, les représentants des cinq puissances ont été appelés en conférence. Là, Nourri-Effendi, ministre des affaires étrangères, leur a demandé s'ils permettraient à Mehemet-Ali de forcer la main au sultan ou s'ils s'y opposeraient. L'amiral Roussin a pris le premier la parole, et a dit que cette affaire étant une question personnelle, il lui paraissait que les puissances n'avaient pas à s'en mêler. Lord Ponsonby a exprimé avec chaleur un avis tout opposé. Il s'est écrié que si les puissances ne faisaient pas une démonstration contre Mehemet-Ali, l'autorité du jeune sultan en serait compromise, et qu'à tout prix il fallait prévenir ce malheur.

Sur ces paroles, il fut décidé par quatre voix contre une que les cinq puissances s'opposeraient aux prétentions de Mehemet-Ali, et aussitôt l'ordre fut expédié par le gouvernement turc à tous les pachas de surveiller les émissaires d'Egypte, et de s'emparer d'eux ainsi que des lettres dont ils seraient porteurs. En même temps, il fut intimé au brick venu d'Alexandrie de quitter sur-le-champ Salonique, sous peine d'être saisi et retenu par la flotte anglaise.

Le 15 du courant, au soir, le bateau à vapeur turc qui avait porté M. Anselme, aide de camp de l'amiral Roussin, à Alexandrie, est revenu ici. Le bruit le plus accrédité est que Mehemet-Ali ne veut rien entendre, et qu'il tient plus que jamais à obtenir ce qu'il a demandé. Maintenant voyons quelle mesure prendront les cinq puissances pour imposer la loi

à Mehemet-Ali. Leur union continuera-t-elle? Jusqu'où ira-t-elle? Tout le monde s'adresse cette question. En attendant, les Anglais prennent les devans; ils n'y vont pas de main morte, et ne parlent de rien moins que d'anéantir ce qu'ils appellent l'insolence du pacha. Leurs agens commencent déjà à accuser tout haut la France de suggérer à Mehemet-Ali l'obstination dont il fait preuve.

L'amiral Stopford est depuis deux jours ici. Le prince de Joinville nous a quittés. Tout est tranquille.

Nous avons reproduit cette lettre en entier pour trois motifs : d'abord, parce qu'elle émane d'une source en laquelle nous devons avoir toute confiance; ensuite parce que les détails qu'elle contient sont curieux; enfin parce qu'elle confirme de tous points ce que nous n'avons cessé de dire depuis qu'il est question de la politique française en Orient.

Nos lecteurs auront sans doute remarqué cette hésitation de l'amiral Roussin interpellé sur les mesures à prendre contre Mehemet-Ali. L'amiral subit déjà avec répugnance la solidarité des mauvais desseins des autres cabinets contre Mehemet-Ali. Il comprend qu'on l'entraîne trop loin; que l'intérêt de son pays n'est pas dans une croisade contre la puissance naissante de l'Egypte, et il recule sous prétexte que la question sur laquelle on le consulte est une question personnelle, une question d'intérieur. Nous en sommes bien fâchés pour M. l'amiral Roussin, mais sa logique est ici en défaut, et il donne prise aux récriminations de ses collègues de conférence. Depuis le jour où il a consenti à déclarer, au nom des cinq puissances, que désormais le différend qui avait divisé la Porte de l'Egypte était soumis à l'arbitrage d'un congrès européen, et que toutes les positions seraient réglées en commun par cette haute justice de paix, il n'y a plus, entre la Porte et l'Egypte, de question personnelle, de question d'intérieur. Tous les faits, tous les incidents rentrent nécessairement dans la procédure qui s'instruit; ce sont autant d'éléments que le tribunal n'est plus libre de négliger.

La prétention de M. l'amiral Roussin, qui voudrait être juge sur certains points, mais non sur certains autres; qui cherche à circonscrire son mandat et affiche des scrupules sur l'étendue de ses droits, après avoir concouru à une intervention qui est à elle seule la négation et la confiscation la plus complète de l'indépendance des deux états contendans, ne saurait donc être un instant admise. Si Mehemet-Ali résiste aux injonctions des puissances, s'il menace la Porte et s'il marche contre elle, ce ne sera pas là un fait domestique auquel les puissances puissent rester étrangères. Ce sera un fait européen par ses conséquences, quoi qu'en disent M. l'amiral Roussin et le cabinet qu'il représente. Que la France ait de la répugnance à faire alors cause commune avec les autres puissances contre une cause qui est la sienne, nous le comprenons. Mais il est trop tard pour présenter des réserves. C'est avant de s'engager dans la quintuple médiation qu'il fallait prévoir et décliner la responsabilité d'une telle politique. Alors, c'eût été de la sagesse et de la dignité; aujourd'hui, ce n'est plus que de la légèreté et de l'inconséquence.

Déjà, à l'occasion de la première décision qui ait encore été prise, l'ambassadeur français s'est mis à l'écart. Mais on voit que cela n'a pas empêché un seul instant les ennemis de l'Egypte de décréter contre elle les mesures propres à favoriser leurs projets ultérieurs. Il en sera ainsi dans toutes les questions importantes : la France sera consultée, parce qu'elle a voulu avoir une voix au congrès; elle protestera contre la décision de la majorité, parce que cette décision sera aussi contraire à ses instincts qu'à ses intérêts; mais elle sera impuissante, parce qu'elle a eu l'immense tort de se prêter à des négociations où elle ne peut compter que sur son unique voix contre quatre.

Nous avons souvent déjà déploré cette faute; c'est qu'en vérité elle est bien grave! Réfléchissez-y un peu, vous verrez qu'elle nous fait perdre tout le terrain que nous avions gagné par la solution de la question belge. Dans la question belge, c'étaient les puissances du Nord qui avaient le mauvais rôle. Effrayées par la double révolution de juillet et de septembre, elles avaient acquiescé aux

conférences de Londres, et ce premier pas les a condamnées pendant neuf ans à l'attitude humiliée où nous les avons vues. Nul doute que leurs sympathies secrètes ne fussent pour le roi Guillaume, et cependant elles ont été forcées de laisser démembrer ses états! Ce roi, mécontent de la part qui lui était attribuée, faisait-il un pas en avant pour conquérir par l'épée ce que la politique dominante dans la conférence de Londres lui refusait? Aussiôt la France entraînait en Belgique, enseignes déployées, pour le refouler dans ses limites, et les puissances du Nord étaient obligées de laisser faire la France! Guillaume hésitait-il à se soumettre aux décisions qui lui étaient intimées? La France lui arrachait de vive force sa royale citadelle d'Anvers, et les puissances du Nord étaient obligées de laisser faire la France! Oh! que plus d'une fois, ces puissances, l'une d'elles surtout, ont dû regretter de s'être ainsi engagées à rester les bras croisés en face de ces hauts faits d'armes qui popularisaient notre drapeau et ajoutaient à notre influence! Mais elles avaient admis le congrès; il fallait bien se résigner aux décisions de ceux qui étaient en mesure d'y faire la loi. Tout au plus, pouvait-on agir par voie de conseils auprès de celui dont on avait à cœur de soutenir la cause, et c'est ainsi que toute l'amitié de la Russie pour le roi Guillaume n'a rien pu au-delà d'une mission confidentielle du comte Orloff à La Haye, mission toute de paix et de conciliation qui n'excita que des murmures chez le monarque auquel on venait de si loin prêcher une si dure soumission.

Eh bien! ce rôle peu relevé que les circonstances et une première impression de peur avaient imposé à la Russie, à la Prusse et à l'Autriche, c'est sur nous maintenant qu'il va retomber. Le nord est appelé à prendre sa revanche; et, l'Angleterre aidant, il la prendra éclatante. Nous nous trouvons à l'égard de Mehemet-Ali absolument dans la même situation que la Russie à l'égard de Guillaume. Nous désirons que sa puissance soit ménagée, et nous serons contraints d'assister à toutes les entreprises faites pour la diminuer, peut-être pour l'anéantir! Nous sommes dès ce moment solidaires, malgré nous, de toutes les mesures qui seront exécutées sous l'empire de l'influence qui domine les négociations en Orient. Tout au plus nous est-il permis de prêcher à notre tour la résignation au vice-roi d'Egypte; et si nos conseils ne sont pas goûtés, si l'ame de cet énergique vieillard se révolte contre les arrêts envoyés de Vienne, il nous faudra, nous aussi, laisser l'Angleterre d'une part, la Russie de l'autre, détruire, au nom du congrès, les éléments de cette puissance que nous voudrions voir durer, et que nous n'avons plus la liberté de protéger!...

Il est donc bien vrai de dire que, grâce à l'habileté avec laquelle nos affaires ont été menées en Orient, nous avons perdu la haute position que nous nous étions acquise par l'heureuse issue de la question belge, et qu'au lieu de maîtriser les négociations comme nous l'avions fait depuis neuf ans, nous ne pouvons plus qu'ajouter par le bruit de nos stériles protestations à l'éclat de notre décadence.

Certes, après cela, il est tout simple que l'on commence à comprendre ce qu'a de pernicieux et de fatal cette monomanie d'alliance anglaise qui a possédé et possède encore beaucoup trop la plupart de nos hommes d'état. Depuis quelques mois, tant de faits se sont succédé qui démontraient éloquentement le contresens de nos tendances politiques au dehors, qu'il n'est pas étonnant que les plus anciens et les plus ardens adversaires de la *Presse* sur cette question, en soient venus à mettre eux-mêmes plus d'amertume qu'elle dans leurs plaintes contre un pays qui, non content d'avoir exploité notre naïf dévouement, ne nous épargne aucune insolence, pas plus à la tribune que dans ses banquets publics!

Nous sommes profondément convaincus que, sans ce besoin de marcher toujours à côté de l'Angleterre, notre cabinet aurait évité la faute dont les tristes conséquences se font déjà sentir. Mais le chef de ce cabinet s'était empressé de le déclarer bien haut à la tribune : son avènement aux affaires était la *restauration* de l'alliance anglaise négligée par M. Molé. Le président du conseil devait toujours avoir présentes à l'esprit les ovations du maréchal Soult lors du sacré

## FEUILLETON DE LA PRESSE.

### LA PETITE REINE (1).

§ V. — Henry de Guise.

La reine-régente, agitée par les émotions de crainte qui s'étaient succédées pour elle, s'approcha d'un balcon dont elle ouvrit la fenêtre, afin de respirer plus à l'aise. A peine s'était-elle accoudée sur la balustrade de marbre, qu'elle pâlit; car le bruit des tambours et des clairons frappa au loin ses oreilles, et elle entendit les troupes qui gardaient les rives extérieures de l'île prendre les armes, et échanger des cris de reconnaissance. Mais bientôt elle se sentit rassurée, car elle vit traverser sur le pont-levis qui s'abattit pour eux un corps considérable de lansquenets, portant une bannière aux armes de France.

A la vue de cette bannière, le cœur de la régente se gonfla de joie, et elle ne put réprimer ses larmes. Elle tendit ses bras aux soldats, et elle les salua de ses belles et nobles mains, et son émotion devint au comble lorsqu'elle reconnut, à la tête de ces troupes, son propre neveu, Henry de Guise.

— Oh! merci! Mon Dieu! merci, car ne me voilà plus une pauvre femme isolée sur la terre étrangère, dit-elle en portant à ses lèvres la croix d'or de son chapelet. Merci; car à présent j'ai des défenseurs près de moi!

Et elle descendit précipitamment les marches de l'escalier, et elle courut se jeter tendrement dans les bras de son neveu, qu'elle serra longuement et à diverses reprises contre sa poitrine.

— Mon beau neveu, mon Henry, cher enfant de mon frère, laisse-moi te voir à l'aise; laisse-moi toucher tes cheveux, donne encore ta main que je la presse. Oui, tu es bien un enfant du noble sang de Lorraine. Je reconnais sur ton visage fier et mâle les grands traits de Claude de Guise, mon père. Je ne redoute plus ni la trahison, ni la haine, ni la fatale Angleterre. Je t'ai près de moi, fils de mon frère. Me voilà rassurée! Me voilà paisible! Me voilà sans danger. Demain tu partiras avec moi pour Edimbourg, tu paraîtras à mes côtés devant le parlement, et ma voix sera

ferme et assurée quand je parlerai, car Henry de Guise, un Français, un enfant de la famille de Lorraine veillera sur moi! Maintenant, Henry, il faut donner le reste de la journée au bonheur et aux joies de la famille. Viens, cher neveu, mes mains dénoueront ta cuirasse, et je te verserai moi-même la coupe de la bien-venue; je t'emplirai de vin de France; Henry, j'y mouillerai mes lèvres et j'y ferai mouiller aussi les lèvres de ma petite Marie, de ta cousine, cher enfant! Il faut que tu la voies, que tu la voies sur l'heure. Elle te parlera dans notre douce langue natale! Henry, elle t'appellera de ton nom, car je le lui ai appris depuis long-temps! Je lui ai déjà parlé tant de fois du beau château où se sont écoulés les jours de ma jeunesse; où je vivais insoucieuse jeune fille! Hélas! j'étais bien loin de prévoir les malheurs qui m'attendaient en Ecosse, dans ce pays barbare et sauvage, quand Louis d'Orléans, duc de Longueville, mon premier époux venait me chercher à Blois pour m'emmener à la cour de France! Ce bonheur s'écoula rapide comme l'éclair. Trois années après, je pleurais sur la mort du plus accompli des chevaliers, du plus loyal et du plus tendre des époux. Et puis Jacques V vint en France : il me vit, il m'aima, et pour lui je refusai de devenir la femme d'Henry VIII qui m'aimait aussi lui. De là l'implacable haine de ce roi qui n'a jamais pardonné! De là, Henry, la mort de Jacques V, les périls que j'ai courus, ceux auxquels je suis exposée et la désolation qui couvre tout ce malheureux royaume. J'ai sans cesse à craindre pour ma vie et pour celle de ma fille! Ce sont des conspirations qui renaissent d'elles-mêmes dès qu'elles sont abattues; ce sont des bourgeois turbulents, une noblesse ambitieuse et l'hérésie, l'hérésie qui lève partout sa tête redoutable....

« Henry VIII, après m'avoir lâchement tenue prisonnière, quand j'étais mourante; après avoir rêvé, — s'il ne l'a tentée, — la mort de ma fille, est venu me demander la main, — la couronne, veux-je dire, de Marie, pour son fils le prince de Galles, âgé de cinq ans. Il prétendait s'assurer ainsi la réunion des deux royaumes. Henry VIII voulait cela; c'est te dire qu'il mit en œuvre la corruption, les menaces, la fraude et même la violence. Je résistai courageusement, car la mort me semblait préférable, pour Marie et pour moi, à la honte d'entrer dans la famille de cet homme qui a toujours à son service le poison et le bourreau. Un Ecosais combattit avec moi contre les projets de Henry VIII, et m'aïda à faire repousser, par le parlement, les odieuses propositions que le roi d'Angleterre me faisait adresser par son ambassadeur. Cet Ecosais était le comte d'Arran. Pleine de reconnaissance, je crus à son dévouement et je résolus de m'appuyer tout-à-fait sur un sujet si fidèle et si loyal. Trop faible pour tenir seule, de ma main de femme, les rênes du gouvernement de l'Ecosse, je résolus de partager le pouvoir avec le comte d'Arran. Après bien des efforts et des

résistances, le parlement consentit enfin à lui donner le titre de régent du royaume et de tuteur de Marie. Alors, le misérable jeta le masque et me déclara impudemment que Marie de Lorraine n'aurait d'autre époux que le fils du comte d'Arran!... Le comte d'Arran? As-tu jamais entendu prononcer ce nom-là par ton père ou par ton aïeul? Henry! Oui, le comte d'Arran, dont on ne sait pas même le nom en France et que j'avais élevé jusqu'à mes pieds, cet homme, dis-je, voulait devenir mon gendre : il voulait obliger Marie à descendre du trône d'Ecosse pour y laisser monter l'obscur et indigne rejeton d'une famille sans noblesse et sans gloire. Dans trois jours, Henry, les parlements seront rassemblés et je leur dirai là, en face, les indignes propositions de cet homme! Si le parlement ne lui crie pas anathème, Henry; s'il ne rie pas de ses projets comme on rit de rêves insensés, nous combattrons, n'est-ce pas? Tu tireras l'épée pour ta tante, et que Dieu soit en aide à la bonne cause. »

En disant cela, elle passa son bras sous le bras de Henry de Guise, et le conduisit vers la salle où se tenaient Marie et ses quatre compagnes.

— Tiens, regarde, fit-elle, regarde! Parmi ces enfans se trouve la petite reine. Il est impossible que, du premier coup d'œil, tu ne reconnais pas ma fille, car elle est la plus belle! Que de grâce déjà dans son regard! Quelles charmantes petites mains potelées! Quel adorable abandon dans sa démarche et dans ses moindres gestes.

Elle s'interrompit pour courir à sa fille, qu'elle prit dans ses bras, qu'elle couvrit de baisers, qu'elle dévora de caresses. Puis, écartant les cheveux qui couvraient en désordre le front de la jolie créature :

— Regarde, Marie, dit-elle, regarde ton beau cousin Henry de Guise; qui arrive de France pour t'apporter un baiser de ton grand-père, de riches dentelles et cent autres beaux présents.

La petite reine tendit sa main au cavalier. Celui-ci, sans y faire tant de façon, prit la majesté mignonne dans ses bras, et pressa contre ses lèvres hérissées de moustaches les joues blanches et roses de Marie. Marie, après avoir reçu les caresses du jeune soldat, passa ses bras autour de son cou, se pencha vers son oreille et lui demanda du ton le plus sérieux du monde :

— Mon fiancé, le dauphin François de France, aime-t-il à faire le cheval?

Et comme la reine régente et Henry de Guise riaient de cette question.

— Vraiment, reprit la petite reine, voici mon pauvre Nicol malade et il me faut bien quelqu'un pour me faire chevaucher sur son dos.

— Sois sans crainte, petite cousine, interrompit Henry de Guise, je te donnerai, dès que tu seras arrivée en France, un véritable cheval, tout petit et si bien dressé, qu'il vaudra pour destrier tout autant que maître Nicol et même que monseigneur le dauphin François de France.

(1) Voir la *Presse* des 2, 3 et 4 septembre.



de la reine. Hélas ! vous n'avez été que trop fidèle à votre programme, monsieur le maréchal ! L'Angleterre ne peut pas dire que vous ayez été ingrat envers elle, puisqu'en échange de ses foudres vous lui avez livré la seule chose à laquelle elle attachait du prix, notre honneur, notre influence, notre ascendant acheté par tant d'efforts, d'habileté et de sagesse. Ce sacrifice, nous le savons, a été fort involontaire de votre part. Mais ce n'est là pour nous qu'un motif de plus de le déplorer ; et sans doute vous le déplorerez vous-même, à présent qu'en vous dépouillant de la gloire que vous avez si incontestablement conquise à Toulouse, ces Anglais, dont les hypocrites hommages avaient ébloui vos yeux, vous dispensent tardivement d'une plus longue reconnaissance !

On lit dans la seconde édition du *Morning Post* : « Nous venons de recevoir la lettre suivante de l'ambassade de Turquie samedi, 9 heures 45 minutes du matin :

« Monsieur, je suis chargé par le secrétaire de l'ambassade turque de vous communiquer la dépêche suivante reçue par un courrier extraordinaire venant de Paris, où elle est arrivée par le télégraphe : « L'officier français chargé d'aller réclamer la flotte turque, au nom des cinq grandes puissances, a reçu de Mehmet-Ali un refus formel. Le vice-roi a déclaré vouloir garder cette flotte tant qu'on n'aurait pas adhéré à ses demandes exorbitantes, et que les dépenses qu'il a faites ne lui auront pas été remboursées par le sultan. » Je ne puis vous dire autre chose sinon que nos craintes se sont réalisées.

« Je suis, etc. » P. KASSIMON, interprète. »

Le gouvernement français n'a rien dit de cette nouvelle qui, à ce qu'assure le signataire de la lettre ci-dessus, lui serait pourtant parvenue par le télégraphe.

Le *Journal de Smyrne* du 19 août contient les nouvelles suivantes :

S. A. R. le prince de Joinville a quitté Constantinople le 14 au soir sur le bateau à vapeur le *Papin*, pour aller faire une tournée de quelques jours dans les principaux ports de la mer de Marmara et peut-être même jusqu'à Brousse, avant de rejoindre l'escadre française, où il est cependant attendu dans les premiers jours de la semaine prochaine.

On prétend que le gouvernement vient de demander à la Prusse quelques nouveaux officiers du génie.

S. E. Talt effendi, nommé dernièrement chargé d'affaires de la Sublime-Porte en France, part aujourd'hui même sur le paquebot français pour se rendre à son poste.

Le bateau à vapeur anglais *Confiance*, ayant à bord M. l'amiral Stoford, est arrivé des Dardanelles le 15, et s'est rendu directement à Therapia, où l'amiral a été salué par les bâtiments de guerre étrangers en station dans le Bosphore. Le lendemain, l'amiral Stoford a passé son pavillon sur la corvette anglaise mouillée à Therapia.

La Porte a reçu hier l'avis officiel que les six émissaires de Mehmet-Ali, arrivés à Salonique, le 8, sur un brick égyptien, pour tenter de corrompre les autorités de la Macédoine et de la Roumélie, et faire soulever les populations de ces contrées, avaient été arrêtés. Elle s'est empressée de communiquer cette nouvelle à M. l'ambassadeur, qui avaient vu avec une véritable indignation ce dernier acte d'excitation à la trahison et à la guerre civile de la part de Mehmet-Ali.

La *Gazette d'Augsbourg* prétend que Hafiz-Pacha, que le divan voulait faire étrangler ou condamner par un conseil de guerre, a été sauvé par l'intervention de l'ambassadeur prussien, M. de Koenigsmark. Ce dernier a même obtenu pour Hafiz le pachalik de Sivas, où il avait été envoyé comme prisonnier par le général en chef actuel Abdallah Pacha.

On lit ce soir dans le *Moniteur parisien* :

« L'incendie qui a éclaté le 6 à Pérès, et dont nous avons déjà rendu compte, a été plus considérable qu'on ne l'avait d'abord pensé. On évalue à près de 5,000 le nombre des maisons brûlées, et 20,000 personnes au moins se trouvent sans asile. Du reste, il a été constaté que la cause de ce sinistre a été tout à fait accidentelle.

« Les députés du commerce français ont témoigné, dans une lettre adressée à l'ambassadeur du roi, la vive reconnaissance non-seulement de nos nationaux, mais aussi de tous les étrangers et des habitants du pays, pour le service éminent que M. le prince de Joinville, à la tête de nos intrépides marins, leur a rendu dans cette circonstance.

« S. A. R., après avoir visité Constantinople et ses environs, est partie, le 14 au soir, pour Brousse, d'où elle retournera aux Dardanelles et à l'escadre.

« Le 12, M. l'amiral Roussin avait remis au sultan, dans une audience particulière, ses nouvelles lettres de créance. Le même jour, le colonel

Erzowski, envoyé par l'empereur Nicolas pour féliciter Sa Hautesse sur son avènement au trône, a été admis auprès du sultan. Il a été présenté par M. de Boutenoff, ministre de Russie.

« Quant à la politique, la situation n'était pas changée à Constantinople depuis le dernier courrier. On y attendait à chaque instant le retour du bateau à vapeur qui avait porté à Alexandrie Metid-Bey, capou-lia de Mehmet-Ali, chargé, comme on sait, de faire connaître au vice-roi que la Porte avait accepté la médiation des cinq cours.

« Rien non plus de nouveau à Alexandrie. Le vice-roi a répondu à la dernière lettre du grand-visir, et persiste dans toutes les demandes qu'il a faites précédemment à la Porte.

« Les nouvelles du camp de Marasch vont jusqu'au 23 juillet. Les positions de l'armée d'Ibrahim étaient les mêmes qu'à la date de ses dernières dépêches du capitaine Cailler. »

Le *Moniteur universel* de ce matin publiait la première partie de la dépêche suivante parvenue hier au soir au gouvernement et qu'il aurait pu conséquemment faire connaître douze heures plus tôt par la voie du *Moniteur parisien* :

« Bayonne, 5 septembre.

« Le chef du service maritime, à M. le ministre de la marine.

« On m'écrit du Passage : « Un traité de paix a été conclu, le 29, entre Maroto et Espartero, sauf l'approbation des cortès, pour la pacification de la Biscaye et du Guipuscoa. « Voici les principales dispositions : « Soumission volontaire en accordant les... » (Interrompue par la nuit.)

Aujourd'hui le gouvernement a fait afficher à la bourse la suite de cette dépêche, dont voici les termes :

« Soumission volontaire en accordant les *fueros* aux habitants ; maintien des grades aux officiers carlistes ; concessions de pensions pour ceux blessés ; les 25 bataillons et les 10 escadrons de Maroto mettront bas les armes. »

Enfin le *Moniteur parisien* publie ce soir la dépêche qui suit : Le général commandant la 20<sup>e</sup> division militaire, à M. le ministre de la guerre.

Un ordre d'Espartero du 20, suspend les hostilités en Biscaye et en Guipuscoa pendant les arrangements pour la pacification de ces provinces, entre lui et Maroto. Les carlistes se sont retirés d'Andoain à Tolosa, où se concentrent les bataillons restés fidèles à don Carlos, qui est à Lecumberry.

Le *Courrier de Bordeaux* donne, sur la transaction intervenue entre Espartero et Maroto, les détails suivants, dont il croit pouvoir garantir l'authenticité :

« Le traité si important dont nous avons parlé a été véritablement conclu entre Espartero et Maroto, sous l'intervention de lord John Hay, au moment d'apposer sa signature sur l'acte de transaction, don Carlos a déchiré les conventions écrites, en protestant contre toute décision qui serait prise, à son insu, contre le droit de ses prétentions royales.

« Cette violence a été provoquée chez don Carlos par le dernier article du traité, qui prohibait, contre le prétendant et contre les membres de sa famille, une exclusion définitive et le bannissement à perpétuité.

« Il est résulté de cet entretien officiel et de cette rupture éclatante entre don Carlos et son général, deux partis si importants, qu'il est difficile d'en calculer la portée.

« Maroto s'est réuni à Espartero, avec dix-huit bataillons de l'armée carliste.

« Don Carlos, protégé par quatre bataillons, s'est jeté dans la Navarre, avec Villareal, Erro et le père Cyrille.

« Ce qu'il y a de singulier dans cette fuite aventureuse de don Carlos, c'est qu'elle a été conseillée au prétendant par le père Cyrille, l'un des principaux auteurs du projet de l'acte de transaction. »

Voilà donc la paix conclue avec deux provinces, et la guerre civile à peu près étouffée. C'est là un événement d'une haute importance. Nous sommes peu préoccupés de ce que pourra tenter désormais don Carlos. Il pourra bien rester confiné quelque temps encore au fond de quelque bourgade de la Navarre, mais, à coup sûr, comme prétendant, il a perdu sa cause. On ne se relève pas d'échecs pareils à celui qu'il vient d'éprouver.

Les conditions de la transaction signée avec Maroto nous paraissent honorables pour les deux partis. La question dynastique a été complètement écartée. Il n'a été stipulé de concessions que pour l'indépendance des provinces et l'existence des troupes qui posent les armes.

C'est ainsi que devait finir cette lutte dont le prétendant n'était que l'instrument et nullement la cause. Que maintenant ces conditions soient loyalement exécutées de part et d'autre, et la contagion de la paix gagnera bientôt les deux provinces qui résistent encore, où plutôt qui restent encore indécises.

Le mot de lord Brougham qui, dans la discussion du bill sur le commerce des esclaves, a dit, en parlant du Portugal, que les flots

du Tage ne devaient pas même couler sans la permission de l'Angleterre, ne paraît pas être près de se réaliser. On a fort mal accueilli à Lisbonne ces prétentions exorbitantes, et comme on y était depuis long-temps mécontent des allures de l'Angleterre, il paraît que le gouvernement de dona Maria a donné l'ordre à son envoyé à Londres de demander ses passeports. La *Gazette officielle* de Lisbonne publie en outre un manifeste en forme de protestation adressée aux puissances de l'Europe. Le *Procurador dos Poros* contient, de son côté, un article violent par lequel on engage le peuple portugais à chasser les résidents anglais.

Malgré le traité récemment conclu entre la France et l'Angleterre pour la délimitation des pêcheries, il survient toujours des querelles entre nos marins et les pêcheurs anglais. Aujourd'hui le *Shipping and Mercantile Gazette*, après de violentes invectives contre la France, publie la lettre suivante d'un de ses correspondants :

« Berwick Spittal, le 29 août.

« Monsieur, il y a eu des dégâts considérables commis par les pêcheurs français contre nos pêcheurs de harengs, auxquels ils ont détruit 10 pièces de filets. Une grande pièce de filets coûte plus de 60 guinées (environ 1,500 fr.), de sorte que les malheureux pêcheurs, dont on a détruit les filets, sont ruinés pour toute la saison. Un bateau de pêche français jauge à peu près 40 tonneaux et a de 14 à 16 hommes d'équipage, tandis que nos bateaux pêcheurs ne sont que de 9 à 10 tonneaux, et ont 4 ou tout au plus 5 hommes d'équipage. Nous avons un gouvernement qui protège un étranger, mais qui ne prend aucun soin de ses nationaux. Je vous prie d'exposer cette affaire dans tout son jour au public. Il n'y a pas de navire de guerre pour protéger nos pêcheries, quoique le gouvernement prétende qu'il y en a un ; s'il y en a un, je puis vous assurer qu'on ne l'a pas vu sur nos côtes depuis près de six semaines.

« Je suis, etc.,

COLONISATION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE PAR L'ANGLETERRE.

« Monsieur le rédacteur,

« Je lis assidûment votre journal à Londres, où de graves intérêts de famille me retiennent depuis long-temps. Comme Français, je vois avec plaisir les efforts que vous faites pour prémunir la France contre une alliance anglaise qui n'aurait pas pour base absolue un intérêt réciproque, bien prévu, bien cimenté. Certes l'Angleterre se trouve unie à nous par des liens de sympathie politique. Depuis 1814, ses préjugés anti-français sont tombés un à un ; nos compatriotes ne sont plus mal vus du bas peuple de Londres, et les gens bien élevés leur accordent une hospitalité souvent affectueuse ; mais faut-il le dire, l'esprit de rivalité commerciale existe toujours et veille plus que jamais ; l'air de la mer règne. Les Anglais serrent vivement la main des Français, mais ils gardent l'Ile-Maurice ; ils nous invitent à dîner, nous invitent aux plaisirs de leurs châteaux, nous conduisent à la chasse au renard, mais ils conçoivent mille nouveaux projets d'extension dans la Méditerranée ; mais ils touchent en jute la possession exclusive du commerce de Madagascar. Tous les lords et les gentlemen enfin se mettent à l'étude de la langue française, mais ils applaudissent à l'idée, nouvellement arrêtée, de s'approprier la Nouvelle-Zélande.

« La Nouvelle-Zélande ! qu'est-ce ? Dira-t-on en France ? qu'est-ce ? Un pays qui par son étendue, la nature de son sol et ses richesses naturelles vaut l'Angleterre, oui, l'Angleterre, mais c'est au fond de la mer Pacifique ! c'est de ce côté. Mais ce n'est pas plus loin que la Chine, mais c'est moins loin que la Nouvelle-Hollande. Pour un Français, il y a certes bien loin, pour un Anglais il n'y a presque pas plus loin que de Londres à Greenwich. La Nouvelle-Zélande ! ja, monsieur, se trouve en ce moment presque tout une famille, partie pour ainsi dire sous la foi du gouvernement français. Voici les faits : Je suis frère du baron Thierry qui, faisant partie de l'ambassade française, à Londres, il y a dix-sept ans, traita d'une vaste concession de terres dans la Nouvelle-Zélande avec deux des principaux chefs de ce pays venus en Angleterre. Mon frère fit de nombreuses démarches auprès du ministère de la marine pour obtenir avant son départ des promesses de protection et de reconnaissance de ses droits. Après la révolution de juillet, au moment de s'embarquer dans un port non français, il envoya notre sœur, Mme la comtesse de Froté Cardozo à M. de Rigny, elle fut reçue par lui. On ne pouvait rien faire pour mon frère avant son arrivée, lui dit le ministre, mais une fois dans le pays il pouvait être sûr d'obtenir tout espèce d'appui. Mon frère partit et, après avoir visité la Nouvelle-Hollande et séjourné à Sidney, pour y étudier les moyens de colonisation, les procédés qui pouvaient être particuliers à ces pays, il aborda à la Nouvelle-Zélande accompagné de soixante-quatre personnes ; et il fut bien accueilli. Non-seulement les concessions par lui précédemment obtenues lui furent confirmées par les naturels du pays, mais un certain nombre de chefs vinrent offrir de se placer sous son autorité et le reconnurent comme king (roi).

« Dans ces circonstances, il crut devoir s'adresser de nouveau au gouvernement français pour le consulter et pour réclamer la nomination d'un agent consulaire chargé de veiller aux intérêts des Français qui devaient bientôt se trouver en concurrence avec ceux des missionnaires et des négociants anglais s'occupant aussi de coloniser. C'est quand les démarches faites par moi au nom de mon frère sont demeurées jusqu'ici sans résultats, que j'apprends le projet de colonisation arrêté par les Anglais. Ce projet est flagrant, comme vous allez en juger par la réponse du sous-secrétaire d'état des

Par un mouvement unanime, tout le parlement se leva pour applaudir à ces paroles de la reine, et poussa des exclamations d'enthousiasme ; lord d'Arran lui-même dut feindre l'entraînement de cet enthousiasme ; mais Marie de Lorraine frissonna sous le regard mortel que lui jeta cet homme.

— Mylords, dit le régent sans que sa voix parût émue, il ne vous reste plus qu'à régler les conditions d'un mariage qui dépasse toutes les espérances que pouvait former l'Ecosse.

— La reine, reprit Marie de Lorraine, partira pour la France, sous la protection de mon pèveu Henry de Guise, et y demeurera près du roi son beau-père, jusqu'à l'époque de sa majorité. Alors, elle reviendra parmi nous prendre le sceptre des mains fidèles à qui elle l'a confiée, et conservera à l'Ecosse la paix et le bonheur que, d'ici là, nous espérons voir rendus depuis long-temps à notre patrie.

De nouvelles acclamations sanctionnèrent ces projets de la régente, et les membres du parlement se séparèrent en se félicitant d'un dénouement aussi heureux qu'inattendu.

Restée seule dans la salle avec sa fille et son cortège particulier, Marie de Lorraine fit signe au jeune prieur de Saint-André de s'avancer près d'elle. Il obéit. Elle le considéra quelques instans avec une vive émotion, car elle reconnaissait en lui tous les traits de Jacques V, qu'elle avait aimé avec une si vive tendresse.

— Enfant, dit-elle, mon cœur ne veut plus établir de différence entre vous et votre sœur. Devenez pour moi un véritable fils ; soyez pour elle, un frère dévoué, un protecteur fidèle. Hélas ! elle n'a que trop besoin d'un pareil soutien !

En disant cela, elle pleurait ; puis soulevant la petite reine qui regardait cette scène sans y rien comprendre, elle la mit dans les bras de Jacques. La charmante créature le regarda quelques instans avec une mine à la fois effarouchée et rieuse. Mais, rassurée par les paroles de sa mère, elle passa ses deux bras potelés autour du cou de son frère, et baissa de ses lèvres roses les joues du prieur.

Jacques Murray répondit :

— Dieu et mon père m'entendent, madame ; si je manque aux devoirs qui me sont imposés par ma naissance, que je sois maudit et puni par eux !

En parlant ainsi, ses lèvres étaient pâles, sa voix tremblait, et ses yeux restaient attachés sur la terre. Enfin, il ne put réprimer un léger frisson, lorsque Marie de Lorraine se pencha vers lui et l'embrassa au front en répétant :

— Tu es mon fils, mon fils bien aimé, Jacques !

(La fin à demain.)

S. HENRY BERTHOUD.

## VI. — Flançallies.

Le matin du jour où devait avoir lieu la séance royale du parlement présidée par la petite reine, trois carrosses entrèrent à la fois et par trois portes différentes dans la vieille cité d'Edimbourg. Le premier qu'entourait une riche et nombreuse escorte amenait la reine Marie-Stuart et Marie de Lorraine, sa mère : le second appartenait à lord d'Arran, et le troisième venant du nord, renfermait un jeune homme qui comptait dix-sept ans tout au plus, quoique la physionomie de ce jeune homme gravement fausse semblât annoncer un âge beaucoup plus avancé. Les trois voitures s'arrêtèrent en même temps devant le vieux palais où commençaient déjà à se réunir les membres du parlement. Lord d'Arran se hâta de venir se mêler parmi les plus empressés à recevoir la régente et sa fille, et leur présentera ses hommages.

Lord d'Arran pouvait compter cinquante ans environ. C'était un homme de petite taille, mince, fluët et d'un tempérament bilieux. Des yeux neveux étranges, et qu'on ne disait que tout bas à l'oreille, l'avaient fait passer de l'humble position de cadet d'une famille pauvre, au premier rang et à une fortune brillante. Orphelin, élevé par charité chez lord Mac Stewgal, frère de sa mère, un soir, il se promenait en macelle dans le Solway avec son bienfaiteur et trois de ses cousins, fils et héritiers du vieillard... Lewis d'Arran tenait les rames, tout à coup la barque chavira, les cinq promeneurs tombent à l'eau, un seul se sauve, un seul que la mort des trois autres fait passer de la pauvreté à l'opulence et rend héritier d'une fortune presque royale et du titre de pair d'Ecosse... Une fois puissant et riche, lord d'Arran marcha vite dans la voie de l'ambition, car il joignait au crédit de son nom et à l'influence de son or, une adresse et une intelligence auxquelles rien ne savait résister. Aussi, la reine elle-même, que subjuguait à peu cet homme, finit par oublier la sinistre origine prêtée à sa fortune, crut à son dévouement, et lui remit, pour ainsi dire entre les mains, sa destinée et celle de Marie-Stuart. Alors d'Arran jeta le masque et révéla les vices ambitieux qui tendaient à placer son propre fils sur le trône d'Ecosse, à côté de la petite reine. On sentait avec quelle indignation Marie de Lorraine apprit cette trahison ! Mais au pouvoir de lord d'Arran, elle se contenta, dissimula, répondit qu'elle comptait bientôt conférer avec le parlement sur le fiancé à donner à Marie, et sans encourager l'ambition du régent, elle ne la découragea point.

Alors le comte d'Arran ne s'occupa plus que de se former un parti dans le parlement, et il prodigua dans ce but tout ce qu'il possédait de crédit, de ruse et de richesses. C'était donc le cœur gonflé d'espérances qu'il se rendait à l'assemblée où de si graves questions pour lui allaient se résoudre. Il y avait dans l'assurance avec laquelle il salua Marie de Lorraine quelque chose qui épouvanta d'abord la régente et qui la fit trembler.

mais elle était de la famille des Guise, et le découragement ne courba qu'un moment cette âme énergique. Arrivée dans le vestibule du palais, elle s'entretenait paisiblement et le sourire sur les lèvres avec celui dont elle allait se faire à jamais un ennemi mortel, lorsque le jeune homme pâle dont nous avons parlé au commencement de ce chapitre fendit la foule, s'agenouilla devant la régente et lui remit une lettre scellée. Marie de Lorraine, à la vue de cette lettre, sentit ses yeux se mouiller de larmes, car elle avait reconnu l'écriture de son époux Jacques V. Elle brisa le sceau qui fermait la cédoule et lut ce qui suit :

« Marie de Lorraine, reine d'Ecosse.

« Bien aimée épouse, si jamais je venais à être appelé devant Dieu « en ces temps de périls et de guerre, je recommande à votre protection « et confie à votre tendresse le fils que je dois à l'une des fautes de ma « jeunesse, vous priant, au nom de la sainte mère de Dieu, et pour l'amour de moi, de devenir une protectrice et une mère à Jacques Murray, baron de Saint-André.

« CAROLUS, REX. »

— Relevez-vous, mon fils, dit la reine émue, en tendant la main au jeune homme : relevez-vous, Jacques, et venez embrasser votre mère et votre sœur. Le fils de celui qui nous voit du haut du ciel sait si mon cœur est disposé à vous protéger et à vous aimer. Désormais vous ne nous quitterez plus.

Murray s'inclina profondément et suivit la régente, mêlé au cortège qui l'accompagnait, dans la salle où la séance royale devait se tenir. La petite Marie-Stuart, la couronne en tête, et le manteau d'hermine sur les épaules, alla s'asseoir sur le trône qu'on lui avait préparé. La régente se plaça à sa droite et lord d'Arran à sa gauche. Lorsque les acclamations qui saluèrent la petite reine se furent apaisées et que le silence s'établit, le régent se leva et dans un long discours plein d'adresse, il exposa que les intérêts du royaume exigeaient que l'on choisît un époux à la reine, afin de donner un défenseur à l'Ecosse et surtout de mettre un terme aux agitations fomentées par tous les princes qui prétendaient à cet hymen pour eux ou pour les leurs. La régente, ajoutant en terminant, doit être appelée la première à émettre son avis sur une résolution aussi grave : sans doute elle va prévenir nos desirs à cet égard.

— Oui, mylords, répliqua Marie de Lorraine en se levant ; oui, l'Ecosse a besoin d'un appui, et ma fille d'un protecteur. Aussi viens je de vous annoncer avec une joie d'Ecoissaise et de mère que tous vos vœux et les miens sont remplis ; car sa majesté le roi de France Henry, deuxième du nom, me fait demander la main de la reine Marie-Stuart d'Ecosse, pour son fils aîné le dauphin François.



colonies à un placet des habitants de Glasgow, demandant que la Nouvelle-Zélande soit convertie en colonie anglaise. Cette réponse fut publiée dans le Times du 15 juillet. La voici : « Je suis chargé par le marquis de Normanby de vous prévenir que les lords-commissaires de la trésorerie, ont communiqué à ce département un placet adressé à leurs seigneurs par les marchands, les manufacturiers, les armateurs et autres personnes de Glasgow, demandant l'élection de la Nouvelle-Zélande en colonie anglaise; je vous prie de vouloir bien prévenir les signataires de ce plan que des mesures sont prises pour conduire à ce résultat qu'ils souhaitent si impatiemment de voir atteindre. »

— Signé H. LABOUCHERE,  
— Sous-secrétaire-d'état des colonies. »

« Rien n'est plus explicite, les Anglais vont s'approprier la Nouvelle-Zélande. Ont-ils raison de le faire ? On en jugera par les quelques détails géographiques et statistiques que je vous demande la permission de mettre sous vos yeux. Ce n'est point moi qui parlerai, ce n'est point mon frère qui va certifier les faits suivants, ils sont presque tous extraits littéralement de l'enquête faite sur la Nouvelle-Zélande, par un comité spécial nommé dans la chambre des lords, comité dont les membres ont entendu un grand nombre d'officiers de la marine marchande, des négociants et des voyageurs. »

« La Nouvelle-Zélande consiste en deux grandes îles appelées l'île du Nord et l'île du Sud, en une île plus petite appelée l'île Stuart, et en plusieurs îlots adjacents. Ce groupe d'îles s'étend en longueur du nord au sud du 34° au 43° degré de latitude sud, et en largeur de l'est à l'ouest du 166° au 179° degré de longitude; sa plus grande étendue en longueur est de huit cents milles anglais (plus de 500 lieues); sa largeur est variable, et en moyenne de sept milles anglais environ. La surface totale du pays contient plus de six millions d'acres de terre; c'est donc un territoire presque aussi large que celui de la Grande-Bretagne. En déduisant les montagnes et les rivières, on peut estimer que les deux tiers sont susceptibles de culture. Le climat de la Nouvelle-Zélande est salubre; les vicissitudes extrêmes des saisons ne s'y font point sentir; il n'y fait ni trop froid ni trop chaud; l'été est celui de la partie sud du Portugal, l'hiver celui du nord de la France; aucune maladie indigène n'y règne; on n'y connaît jusqu'ici que celles particulières aux Européens et apportées par eux. Quant à la fécondité du sol, elle est prodigieuse; on peut, à la rigueur, y faire deux récoltes de froment par année. Toute espèce de grains, de légumes et d'arbres fruitiers s'y cultive avec succès, ainsi qu'une nombreuse variété d'arbres propres à la construction des navires; les bois qu'ils produisent sont de si bonne qualité qu'on vient les chercher de l'Angleterre même depuis longtemps, et qu'au mois d'avril et de mai de cette année 1839, les commissaires de l'amirauté ont mis en adjudication une fourniture importante de bois à prendre dans la Nouvelle-Zélande. Du reste, on sait que le lin et le formium tenax viennent à l'état sauvage en ce pays; les cordages faits avec cette dernière plante sont préférés par les marins à ceux faits avec le chanvre; ils ne pourrissent point dans l'eau comme ces derniers. Pour ce qui est de la géologie du pays, elle n'est connue qu'en ce qu'elle offre aux yeux de tous; car aucune exploration n'y a été faite. Le minéral de fer y est en abondance ainsi que le charbon de terre, le bitume, le soufre, le marbre, les pierres de taille et les terres à briques. Aucune race d'animaux malfaisants ne peuplent les forêts; les reptiles y sont inconnus; mais, par contre, les poissons pullulent dans les baies et sur les côtes, et sont en général d'un goût délicieux. »

« Si maintenant l'on veut s'en rapporter aux capitaines anglais eux-mêmes, et aux capitaines de la marine royale et marchande, les embouchures des rivières forment de vastes ports, qui en nombre, en étendue et en profondeur sont sans rivaux, et surpassent tous ceux du monde connu. Tel sont au nord le port de Wangara, la baie des îles, la baie de Houraki, la baie de Peuty, celle de Poverty et de Hawki, le port Nicholson, la rivière et le port de Hiohanga (où est le principal établissement de mon frère), le port de Mancekau, ceux de Watarogara, Aotea, Kowia, Mokou. »

« L'île du Sud et le détroit de Cook, l'île de Stuart et les îlots qui avoisinent, les îles principales présentent un nombre encore plus grand de ports naturels et d'abris de tous genres offerts à la navigation, et bien supérieurs à ceux de la Nouvelle-Hollande. »

« Voilà ce qui résulte des dépositions faites devant le comité de la chambre des lords, à l'époque de l'enquête sur la Nouvelle-Zélande ordonnée en 1838 et dans laquelle ont été entendus notamment le capitaine Fitz-Roy, MM. Jate, Earle, John Watkins, Samuel Polack, J.-D. Tawel, Joseph Barrow, Montgomerie, le major Cruise, le révérend Frédéric Wilkinson, etc., etc. »

« De cette enquête il est encore résulté que ces îles sont pour l'avenir le centre naturel et presque forcé d'un vaste commerce maritime; l'Australie, si mal partagée sous le rapport agricole et qui n'est pas à plus de dix jours de distance, devra s'y approvisionner de blé, de farine, de pommes de terre, de bois de construction, et les baleiniers sur la route desquels se trouvent ces îles, et qui viennent déjà si souvent s'y refaire de leurs avaries et y prendre leurs provisions, y établiront leur quartier-général et le chef-lieu de leur commerce aussitôt que quelques progrès de colonisation auront été réalisés. »

« Restait la considération du caractère et des dispositions des naturels du pays; cette question a été tranchée comme les autres d'une manière très favorable aux projets de colonisation. Les Indigènes, au nombre de cent cinquante mille environ, sont de la même race que les autres habitants des îles de la mer du Sud; leur langage est absolument semblable à celui des insulaires d'Otaïti et des îles Sandwich; ils sont supérieurs, physiquement et intellectuellement, aux Nouveaux-Hollandais. Les habitants de la Nouvelle-Zélande, d'un tempérament très pacifique, comprennent les bienfaits de la colonisation et s'y prêtent très volontiers. »

« Déjà beaucoup d'entre eux sont venus en Europe; Naiti, l'un d'eux, âgé de 25 ans, et fils d'un des principaux chefs du pays, se décida, il y a deux ans, à venir en France sur un navire marchand de notre nation, attiré notamment par la promesse qu'on lui avait faite de le présenter au roi des Français. Naiti débarqua en France quatre mois après; mais il déclara vain l'exécution de la parole qu'on lui avait donnée; probablement une audience ne lui eût-elle même pas réclamée pour lui de Louis-Philippe par ceux qui l'avaient amené. Piqué au vif, il partit pour Londres, où il a fait un séjour de 18 mois. Familier aujourd'hui avec la langue anglaise et les habitudes européennes, il s'est fait affilier à la compagnie anglaise de la Nouvelle-Zélande, qui l'a choisi comme son agent et son intermédiaire principal avec les naturels du pays. Il a quitté l'Angleterre sur un navire de la compagnie (le premier qui ait été expédié) le 12 mai dernier. Un autre bâtiment est parti pour la même destination en juin, trois autres sont prêts à mettre à la voile, et dix autres suivront probablement d'ici à une année; car la compagnie s'organise de la manière la plus solide, et son comité compte notamment parmi ses membres M. Francis Baring, comme président, et MM. le comte Durham, Walter Campbell, Robert Ferguson, Thomas Mackenzie, capitaine sir William, etc., etc. »

« Ainsi donc, les efforts privés trouvant un point d'appui dans le bon vouloir du gouvernement, un nouveau champ va bientôt s'ouvrir aux spéculations de l'Angleterre, on se rappelle qu'il n'y a guère plus de trente ans, la Nouvelle-Hollande était une bien autre utopie que l'est aujourd'hui la Nouvelle-Zélande, et la Nouvelle-Hollande non-seulement a reçu les déportés anglais, mais elle a déjà été pour beaucoup d'entre eux la source de fortunes immenses. L'un d'eux, nommé Thierry, est mort il y a deux ans laissant une succession de cinquante millions de francs. Qu'avait-il fait primitivement pour mériter sa prospérité colossale? Il avait commis un crime. Mon frère, lui, a commencé par payer dix mille livres sterling (deux cent-cinquante-mille francs) son droit de citoyen de la Nouvelle-Zélande, il a compté cette somme au missionnaire anglais Kendall, envoyé par lui postérieurement à ses acquisitions primitives et pour les compléter n'a-t-il donc pas le droit aussi d'envoyer l'appui de son gouvernement? de demander au ministère français d'envoyer un agent consulaire à Yakanga, moi-même, s'il veut m'investir de ce titre que je saurais mériter. La France en reconnaissant l'indépendance et les droits des Français établis dans la Nouvelle-Zélande et prenant publiquement sous sa protection les possessions acquises par eux en ce pays, empêcherait au moins l'Angleterre de placer ce qu'elle appelle son cachet de propriété exclusive sur cette belle contrée. »

« Il suffirait au gouvernement français d'envoyer annuellement un brick faire un séjour de deux mois dans la Nouvelle-Zélande, ce seul fait connu rassurerait les intérêts, ferait éclore et exécuter plus d'un projet de colonisation. Voilà, monsieur, ce que par votre entremise, je demande seulement au gouvernement français, car je n'ose lui proposer de se mettre sur les rangs pour tirer parti d'un pays nouveau, si beau, si riche. Je sais que la question d'Orient va s'emparer exclusivement de l'attention de nos hommes d'état; quant aux Anglais, soyez bien tranquilles, vous ne les verrez lâcher prise nulle part, et ils n'en perdront point un coup de dent. Puis-je espérer, monsieur, que vous voudrez bien m'aider à faire entendre mon cri d'alarme, c'est la fortune, c'est la vie des membres de ma famille qui sont en jeu, pourrai-je trouver mauvais que je réclame jusqu'au dernier moment avec instance et énergie? »

— C. F. DE THIERRY. »

Maintenant, voici comment s'exprime, à propos de cette question, le *Monthly Chronicle*, une des revues les plus accréditées en Angleterre, et dont la couleur est ministérielle. Il est impossible de montrer plus d'outrecuidance :

« Nous répétons encore une fois que c'est perdre son temps que d'argumenter en faveur de notre droit à prendre possession de la Nouvelle-Zélande; nous avons, à cet égard, le même genre de droit que celui sur lequel nous nous sommes appuyés en nous emparant de la terre de Van Diemen, de la Nouvelle-Zélande, des Indes Occidentales, du Canada et de l'Indostan. Le droit sur lequel la plupart des nations se sont fondées, c'est évidemment le droit du PLUS FORT, et quelque répugnance que nous éprouvions à confesser une telle vérité, ce droit est celui par lequel nous avons ASSURÉ ET CONSERVÉ la majeure partie de nos possessions. Dans l'espèce, ce serait une ridicule affectation d'étiquette internationale qui empêcherait notre gouvernement de s'approprier, dans l'intérêt de notre pays, une île éloignée. »

Nous tenons de colons arrivés ces jours derniers de l'île-Maurice, autrefois l'île-de-France, les détails suivants :

« La population des esclaves noirs cultivateurs était de vingt mille individus, quand arriva le 1<sup>er</sup> avril dernier, jour où les esclaves devaient recouvrer leur liberté; ce jour venu, tous, ou peut presque dire sans exception, quittèrent leurs travaux, et depuis ce temps ils se promènent la canne à la main, se couchant alternativement au soleil et à l'ombre sans vouloir toucher du bout du doigt à aucune besogne. Ni pour or ni pour diamant, on n'obtiendrait d'eux leur coopération à la moindre tâche. Ils ont vécu jusqu'ici du peu d'argent qu'ils avaient et de la vente des bestiaux et des volailles qu'on leur permettait d'élever à leur profit. Quelques-uns avaient à eux, lors de l'émancipation, deux, trois et quatre mille francs; chose particulière, ceux-là n'ont pas discontinué une minute leur travail, tant il y a d'attrait dans l'accroissement de la propriété acquise, et tant il est impossible à l'homme qui possède de ne pas songer à posséder davantage. Sous peine de voir la récolte des cannes à sucre entièrement perdue, il a donc fallu songer à une importation d'Asiatiques pris à Calcutta et qui, au nombre de vingt-trois mille, sont venus remplacer les noirs. Les Indiens sont nourris, logés par les colons, prennent sur la propriété tout ce dont ils ont besoin et reçoivent 12 francs par mois; il vient d'être défendu d'en importer un plus grand nombre autrement que deviendrait la population noire quand elle sera forcée par la faim de retourner au travail? Cette population, du reste, ne donne aucune inquiétude et ne menace le pays d'aucun excès. Il y a plus, les noirs et négres employés à la domesticité et dont le nombre dépassait celui des cultivateurs ont fait preuve de beaucoup de bon sens, et quelques-uns ont manifesté de très bons sentiments. Plusieurs n'ont pas voulu devoir leur liberté à la loi nouvelle et ont exigé que leurs maîtres reçussent au moins d'eux une faible rançon. »

## Nouvelles et Faits divers.

Le roi a reçu à onze heures une députation de Sénarport. Le roi, la reine des Belges, le duc de Montpensier et la princesse Clémentine sont sortis à trois heures et sont allés se promener à Tréport. LL. MM. et LL. AA. RR. sont rentrées à cinq heures. Si le mauvais temps se prolonge, le roi et la reine des Belges partiront pour aller s'embarquer à Calais.

— Le conseil des ministres s'est réuni aujourd'hui à une heure chez M. le président du conseil, au ministère des affaires étrangères.

— Une commission va se réunir à la chancellerie, sous la présidence de M. le garde-des-sceaux, pour s'occuper de la révision du chapitre 4 du titre VII du Code d'instruction criminelle, relatif à la réhabilitation des condamnés.

Cette commission est composée de MM. Mérilhou, pair de France; Boudet, député, secrétaire-général du ministère de la justice; Pascalis, député, avocat-général à la cour de cassation; Frank-Carré, procureur-général près la cour royale de Paris; Desclozeaux, maître des requêtes, directeur des affaires criminelles et des grâces; Duvergier, avocat à la cour royale; Raustin-Hélle, chef du bureau des affaires criminelles; ce dernier remplira les fonctions de secrétaire de la commission.

— Une seconde commission est chargée d'examiner les réglemens qui se rattachent à la création et à la transmission des offices.

Cette commission se compose de M. le baron Nounier, pair de France, de M. le vicomte Villiers du Terrage, pair de France, de M. Fould, député, de M. Lavielle, député, directeur des affaires civiles au ministère de la justice, de M. Tarbé, avocat-général à la cour de cassation, de M. Delaire, directeur du contentieux au ministère des finances, de M. Desprez, président de la chambre des notaires de Paris, de M. Glandaz, président de la chambre des avoués du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Paris, de M. Dard, juriconsulte, et de M. Boudet, député et secrétaire-général du ministère de la justice.

— M. de Toreno, ancien ministre d'Espagne, est en ce moment à Paris. Il a déjà eu plusieurs conférences avec le maréchal Soult.

— La plus complète tranquillité a régné hier soir dans tous les quartiers de la capitale. Les rassemblements d'ouvriers qui avaient eu lieu les jours précédents dans les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Jacques ne se sont formés sur aucun point; les ouvriers ont repris leurs habitudes laborieuses, et tout annonce que ces tentatives de désordre, ne seront plus renouvelées.

— Une commission supérieure de la marine royale vient, en vertu des ordres de M. le ministre de ce département, d'expérimenter, dans la rade de Toulon, à bord de la frégate la *Thétis*, en partance pour les mers du Sud, un des appareils de filtrage établis suivant le procédé Fonvielle, auquel l'Académie des sciences a donné, il y a quelque temps, son approbation sur le rapport de M. Arago. La commission s'est déclarée complètement satisfaite de l'éprouve, et a conclu à l'adoption de ce procédé de clarification pour le service de bord de la marine royale. Un appareil de même système a été, d'après le désir de M. le prince de Joinville, mis à bord de la frégate la *Belle-Poule*, partie il y a quelques jours pour le Levant. La frégate l'*Avalanche*, expédiée de Brest à Rio-de-la-Plata, sous le commandement du capitaine Levailant, a été également pourvue d'un filtre de la Compagnie française; enfin un rapport émane de la commission réunie à Rochefort d'après les ordres de M. l'amiral Freycinet, préfet maritime, et sous la présidence de M. Pajol, directeur des mouvements du port, a eu également à expérimenter, dans le courant du mois dernier, un appareil semblable, et a conclu en ces termes : « La commission pense que l'appareil Fonvielle est susceptible de rendre de véritables services au port de Rochefort, aux bagues, aux casernes, dans l'hôpital et à bord des vaisseaux, etc., etc. »

Ce concours de faits et de témoignages officiels, en même temps qu'il fait foi de la sollicitude éclairée et persévérante de l'administration de la marine pour tout ce qui touche à l'amélioration du sort de l'armée navale, ne peut qu'appeler de nouveau l'attention des autorités municipales, partout où se fait sentir le besoin d'assainir les eaux destinées à l'alimentation des habitants de nos villes de tout ordre. (Débats.)

— On nous écrit de Bourg, 31 août :  
« Peytel, après sa condamnation, a été conduit dans une autre chambre que celle qu'il occupait pendant les débats, et il a été soumis à un régime beaucoup plus sévère. Ce changement a paru affecter vivement le condamné. »  
« La veille encore de sa condamnation, Peytel ne semblait pas douter de son acquittement. Dans une entrevue qu'il avait eue avec sa sœur, il fixait déjà le jour de son départ de Bourg pour Mâcon, et s'occupait des moyens à prendre pour partir dans la nuit, afin de se soustraire aux manifestations de la foule. »  
« Il paraît fonder beaucoup d'espoir sur son pourvoi en cassation. »

## TOURNOI D'EGLETON. — 2<sup>e</sup> Journée, 27 août.

Le mauvais temps n'avait pas empêché des milliers de spectateurs de se rendre sur le terrain. Il était arrivé pendant la nuit de nombreuses députations d'Edimbourg, de Glasgow, de Dumfries, et les assistants étaient en plus grand nombre que la veille. On pouvait cependant croire l'après-midi, la pluie ayant cessé, lord Eglington, qui ne voyait pas avoir dérangé toute cette foule inutilement, fit annoncer que le lendemain à 2 heures, le tournoi recommencerait. Montant ensuite à cheval, il se mit à parcourir le terrain, donnant personnellement aux curieux l'assurance que le spectacle si désiré serait donné. 20,000 personnes, sur cette promesse, différèrent leur départ, et pour faire patience au public, pendant une partie de la

journée, les musiciens du 78<sup>e</sup> exécutèrent des fanfares devant le château. Quelques privilégiés admis à circuler dans la salle d'armes, où avaient été déposées les armures portées la veille par les chevaliers, ont pu s'assurer que ces armures étaient réellement de fer ou d'acier, et d'un poids considérable, ce qui doit augmenter le mérite des preux qui ont joué déjà avec leur costume. On distinguait parmi ces costumes chevaleresques, une armure du temps de Richard II; aucune n'était de date plus moderne que la tenue de Elisabeth. Les ravages exercés par le temps sur quelques-unes de ces armures ont été réparés. Il a fallu beaucoup de temps, de soins et d'argent pour réunir une collection aussi riche et aussi variée que celle déposée dans le château d'Eglington. Outre les armures achetées en Angleterre, plusieurs figurants se sont procurés, à grands frais, des armures sur le continent : à Liège, en Espagne, en Italie. On ne saurait douter, en voyant ces masses de fer, de la force et de l'agilité peu communes des chevaliers improvisés qui avaient, hier, endossé et revêtu ces costumes chevaleresques. On avait ménagé à la société de lord Eglington, pour la distraire, d'amusants spectacles dans la salle du bal. Quelques passes d'armes très curieuses et des scènes mimiques ont été exécutées par le prince Louis Napoléon et M. Lamb : tous deux, revêtus de brillantes armures, se sont livrés des assauts d'armes très remarquables.

Le vendredi 30, dès le matin, des milliers de spectateurs de toutes classes se dirigeaient vers le terrain choisi pour le tournoi; le temps était plus favorable. Le cortège, défilant dans le même ordre que la veille, a été plus brillant. Le cortège, défilant dans le même ordre que la veille, a été plus brillant. La reine de beauté et sa garde, composée d'archers en costume de velours vert bordé d'hermine, s'est avancée montée sur son palefroi; elle avait la couronne en tête, une robe cramoisie bordée d'hermine, une riche chaîne d'or artistement travaillée ornait son cou et descendait sur sa poitrine; miss Donald, lady Montgomery, la comtesse de Menborough et miss Stuart de Rothsay, ses dames d'honneur, montées sur des haquenées, portaient les costumes les plus riches, en velours de diverses couleurs, brodés d'or et ornés d'hermine. La comtesse de Menborough attirait tous les regards. Le marquis de Waterford avait un costume particulier du plus piquant effet. Lord Ingestre, qui venait à sa suite, était habillé en docteur ture.

Puis s'avancait le Pape, ou le saint moine, revêtu d'un costume de serge brune, entouré de tous les insignes de la papauté et des armes ordinaires de l'excommunication. Des trousseaux de clés, des croix, des cloches, un formulaire, un cierge énorme faisaient partie de ses attributs. Ce moine conduisait le cortège particulier du marquis de Waterford. Il avait derrière lui un chef montagnard en costume noir et blanc bordé d'argent. Deux ménestrels fermaient ce cortège. Pendant le défilé, la foule n'a pas cessé de saluer par ses acclamations les chevaliers et leurs assistants à mesure qu'ils passaient. Lord Eglington a été parfaitement accueilli. Lorsque tous les préparatifs ont été terminés, un héraut d'armes a annoncé à haute voix que le chevalier de Gael (lord Glenlyon) et le chevalier du Lion Noir (le vicomte Alford) allaient se mesurer en champ clos. La triple passe d'armes a été brillante : le chevalier de Gael a été proclamé vainqueur. Il avait rompu sa lance sur le bouclier de son adversaire. Le héraut a annoncé que le chevalier du Lion d'or (J. Fairlie), allait se présenter contre le chevalier du Griffon (comte de Craven). Dans la première course les deux chevaliers crochèrent adroitement leurs lances sans les briser; dans la deuxième passe, le chevalier du Lion d'or toucha la lance de son adversaire; dans la troisième, le chevalier du Griffon ayant rompu sa lance, fut proclamé vainqueur, aux applaudissements des spectateurs. Ces deux chevaliers avaient montré autant de fermeté que d'adresse dans ces épreuves. Le héraut annonça que lord Eglington avait défié le chevalier de la Rose rouge (M. Lechmère).

Les deux premières carrières furent sans résultat; dans la troisième, lord Eglington brisa sa lance avec une grande adresse. La reine de beauté lui adressa ses félicitations, et le public confirma par ses acclamations cette décision de la reine du tournoi.

Après ce combat, le héraut alla se placer vis-à-vis du trône de lady Seymour, et à trois reprises la reine ayant dit à haute voix : Oui ! le héraut proclama qu'un chevalier inconnu venait de provoquer le chevalier du Dauphin (le comte Clessilis); un intérêt général, à ce moment, se manifesta dans l'assemblée. De toutes parts le bruit s'était répandu que le chevalier inconnu était un prince allemand, d'un nom illustre et d'une grande opulence. Tous les regards sont tournés vers l'entrée de la lice. On attend vainement le chevalier inconnu, qui ne paraît pas. Le héraut retourne à sa place, et il annonce que le chevalier inconnu n'étant pas encore disposé à prendre part au tournoi, le chevalier Noir vient de demander à rompre une lance contre le chevalier du Dragon (Waterford); les deux premières épreuves sont douteuses; à la troisième passe, le chevalier Noir rompt sa lance; il est proclamé vainqueur.

Le chevalier du Dauphin (comte Clessilis) provoque aussitôt le chevalier du Griffon (comte Craven). Les deux premières rencontres sont sans résultat; à la troisième, le chevalier du Dauphin touche son adversaire : il est proclamé vainqueur.

Le chevalier du Bêlier et le chevalier du Cygne, MM. Gage et Montgomery, fournissent trois carrières sans rompre une lance; le combat restant sans résultat.

Le chevalier du Griffon (comte de Craven) entre en lice contre le chevalier de la Rose rouge (M. Lechmère), et il obtient la palme.

La dernière passe d'armes a eu lieu entre le chevalier du Lion-rouge (M. Fairlie) et le chevalier de la Tour-brillante (sir J. Hopkins). L'avantage est au premier qui a touché une fois son adversaire et a rompu une lance.

Les intermèdes ont été occupés par des courses et des jeux de bague. Lord Eglington a enlevé au galop un grand nombre de bagues.

Après le dernier défi, tous les chevaliers courent se placer aux extrémités de la barrière; puis, l'épée à la main, ils fondent les uns contre les autres, en troupes égales. Des coups d'épée sont échangés. Le marquis de Waterford (chevalier du Dragon), et lord Alford (le chevalier du Lion noir), s'engageant avec vivacité l'un contre l'autre, engagèrent le combat à l'épée; selon les règles de la chevalerie, les deux combattants sont séparés par sir F. Lamb, la lance étant la seule arme qui devait être employée dans cette journée.

Dans la soirée, après le banquet, un bal très brillant a eu lieu. Lord Eglington faisant les honneurs de la fête, a annoncé que le lendemain, le tournoi recommencerait si le temps le permettait.

Le bouffon du tournoi est M. Jan, artiste comédien. On a remarqué parmi les curieux un grand nombre de peintres qui s'amusent à ébaucher quelques-unes de ces scènes chevaleresques.

## Sciences et arts.

Le jugement que dans notre dernier article nous avons porté sur le Daguerreotype et sur la difficulté de son emploi s'est depuis pleinement confirmé. Les épreuves qu'on a cherché à faire avec les appareils même de l'inventeur ont offert, dans la plupart des cas, une image très incomplète, et l'on a pu se convaincre que les applications pratiques de ce procédé étaient bien plus restreintes qu'on ne l'avait cru d'abord. On recherche en ce moment avec ardeur les moyens de la perfectionner, et déjà M. Silvestre, membre de la section d'agriculture de l'Académie des sciences, a trouvé le moyen d'empêcher que la très légère couche iodurée sur laquelle le dessin est représenté ne s'effaçât et ne s'altérât au moindre contact. Il propose à cet effet de passer sur le dessin un vernis de dextrine. Il a été conduit à ce résultat par l'emploi qu'il fait depuis deux ans de cette substance pour le vernissage des tableaux récemment peints et même pour la fixation inaltérable du dessin au crayon. Pour cette application la dextrine est mêlée à l'eau dans la proportion de deux parties de dextrine pour six d'eau et une partie d'alcool. La mixture doit être filtrée avant d'être employée au vernissage des tableaux ou à la fixation des dessins, et dans ce dernier cas, il faut étendre une mousseline fine et humide sur le dessin avant de le couvrir du vernis de dextrine. Ce premier perfectionnement méritait d'être constaté, il en amènera sans doute de plus importants.

Pour nous occuper de faits d'un intérêt bien autrement immense, nous voulons tenir nos lecteurs au courant de tout ce qui se fait dans le monde industriel au sujet des chemins de fer.

Tout le monde est d'accord aujourd'hui sur la nécessité d'avoir de grandes lignes en France, et sur celle d'obtenir le plus promptement possible ces rapides moyens de communication. Voici M. Gervais (de Caen), membre du conseil supérieur du commerce, qui vient en aide à ce besoin généralement senti. Il a fait construire une machine à laquelle il a donné le nom de *terrassier-locomoteur*, et qui opère des travaux de terrassement considérables en un espace de temps fort court et avec une dépense assez minime.

Depuis quelque temps l'attention des ingénieurs était arrêtée sur cette application de la force mécanique aux déplacements de terrains, et plusieurs essais avaient été entrepris avec un succès variable; la machine de M. Gervais nous paraît remplir assez bien les conditions d'un travail



es rapide et d'un résultat obtenu à peu de frais. Ainsi le petit modèle que nous avons vu fonctionner peut, en 24 heures, avec une force de deux chevaux et demi à trois chevaux, produire un travail de 4.000 mètres cubes de terre piochée et reportée sur les deux berges éloignées l'une de l'autre de 2 mètres et demi.

La dépense du combustible dans les 24 heures ne peut dépasser 40 fr., le mètre cube ne revient donc qu'à quatre centimes. Si l'on compare ce prix à celui qu'on paie à des ouvriers faisant le même travail, l'avantage est déjà immense, il le devient encore plus par l'économie de temps que ce système fait obtenir.

Cet appareil peut fonctionner dans un terrain de sable et de galet, mais s'il rencontrait une roche offrant de la résistance, un frein placé pour ce cas l'arrêterait à l'instant et empêcherait les accidents.

Il nous serait difficile d'entrer dans de plus grands détails sans le secours d'un plan que l'auteur a joint à son mémoire pour l'usage de la commission que l'Académie a nommée. Nous ne voulons pas anticiper sur le jugement de cette commission, qui ne fera peut-être son rapport que dans six mois ou plus, mais nous devons dire dès à présent que l'application de la force de la vapeur à l'établissement des rails-ways et au creusement des canaux ne peut plus être regardée comme un problème à résoudre et qu'il faut se hâter avec ou sans l'Académie de faire des essais avec la machine de M. Gervais. On comprend facilement combien l'application en grand de ce système serait avantageuse, soit à cause des difficultés qu'on éprouve à agglomérer un grand nombre d'ouvriers sur certains points inhabités, soit à cause de la célérité du travail et de son prix peu élevé.

Une question d'un autre ordre, mais qui se rattache également à la rapidité des communications sur les chemins de fer, vient d'être résolue complètement.

L'intensité de la résistance de l'air contre les corps qui traversent l'atmosphère avec un mouvement très rapide ayant donné lieu de penser que les machines locomotives ne pourraient jamais atteindre de très grandes vitesses sur les chemins de fer, M. de Pambour, qui s'occupe avec succès de toutes les questions relatives aux rails roads, a fait à Londres des expériences fort curieuses dont voici les principaux résultats.

La machine *Evening's Star*, sortie des ateliers de M. Stephenson de Newcastle, ayant des roues de 7 pieds de diamètre ne tirant après elle que le convoi d'approvisionnement et chargé de huit personnes, a maintenu facilement sur le Great-Western railway, chemin de fer qui va de Londres à Maidenhead, la vitesse de 18 lieues à l'heure; pendant 5 ou 4 milles, elle a pu même soutenir une vitesse de 19 lieues 1/5, et enfin les 2 derniers milles ont été parcourus chacun en une minute 5 secondes, ce qui fait exactement 22 lieues un tiers par heure.

Quoique ce mouvement soit très rapide et qu'on se trouve en quelque sorte livré au hasard par la difficulté qu'il y aurait d'arrêter à temps la machine et par l'instabilité presque complète avec laquelle apparaissent les obstacles qui peuvent se présenter sur la route, il n'y aurait aucune difficulté à maintenir cette vitesse sans danger. Il suffirait pour cela d'augmenter la surveillance de l'état du railway et d'employer des méthodes rapides de transmettre au loin les signes qui avertissent de l'état de la route.

Des vitesses semblables à celles que nous rapportons aujourd'hui ont déjà été mentionnées dans certaines occasions, mais comme ces relations sont souvent faites par oui dire, il était important d'en être informé par

l'expérimentateur lui-même. Celui-ci observe encore qu'avec la locomotive qu'il a employée, on n'a pu dépasser la vitesse indiquée plus haut, parce que la pompe à eau n'était pas suffisante pour alimenter la chaudière et qu'on était obligé de suspendre la vaporisation et, par conséquent, de laisser tomber la vitesse jusqu'à ce que la chaudière se fut remplie de nouveau; mais il n'y a aucun doute qu'en changeant le diamètre de la pompe, ou celui de ses tuyaux d'alimentation, on aurait pu maintenir la plus grande vitesse, c'est-à-dire celle de 22 lieues 1/5 par heure sur la presque totalité du parcours.

Nous ajouterons enfin, comme dernier renseignement, que le Great-Western railway est sensiblement de niveau.

Un autre ingénieur français, M. Seguin, qui a fait plusieurs travaux importants sur différents points de mécanique a envoyé, à l'Académie des Sciences, sur les lignes de fer des réflexions qui méritent également d'être consignées.

On sait que dans l'état actuel des rails-ways, lorsqu'on a une pente à établir, on la distribue sur une étendue de terrain plus ou moins considérable afin d'en diminuer l'inclinaison. M. Seguin trouve à cet arrangement des inconvénients assez nombreux et ne s'arrête pas assez sur les avantages qu'il présente. M. Seguin préférerait qu'on établit des lignes tout à fait horizontales et qu'on réservât toute la pente pour l'établir brusquement à quelque distance des points d'arrivée.

De cette disposition, selon M. Seguin, il résulterait qu'au moment de départ il y aurait une descente plus ou moins rapide et que les machines locomotives acquerraient, en raison directe de cette inclinaison, toute la vitesse qu'elles sont destinées à conserver pendant la marche et cela dans le laps de temps le plus court possible, et réciproquement au moment de leur arrivée, elles perdraient dans le plus bref délai la vitesse dont elles sont pourvues, puisqu'elles auraient alors à franchir une pente ascendante qui retarderait rapidement leur vitesse.

Avec cette combinaison le chauffeur laisserait agir la vapeur jusqu'au point d'arrivée et ne serait point exposé à venir se briser sur les arrêts, s'il oubliait d'intercepter la vapeur, accident auquel on est exposé dans les pentes régulières.

Il y a certainement quelque chose de vrai et d'utile dans les idées de M. Seguin; il est certain que le moyen employé aujourd'hui est dans certains cas assez déficient, il consiste comme on sait à arrêter le fonctionnement de la machine à vapeur de la locomotive bien avant le point d'arrivée, et à laisser marcher tout le convoi par la seule force d'impulsion qu'il possède, de cette manière il y a un retard assez considérable, et l'accident signalé par M. Seguin dans le cas d'inadvertance du mécanicien peut survenir. Cependant le moyen proposé par cet ingénieur offrirait peut-être de plus grandes difficultés d'exécution si on voulait l'appliquer exactement comme il l'indique, ou pourrait sans doute, en alliant les deux systèmes, réunir les avantages, et écarter les inconvénients de l'un et de l'autre. Nous tiendrons le lecteur au courant de la solution qui sera donnée à cette question.

Voici ce qu'on annonçait hier à l'Institut: ce fait mérite d'être signalé.

Le 2 mars 1859, à cinq heures du matin, le brick français le *Nisus*, étant mouillé dans la rivière du Gabon au Sénégal, le tonnerre est tombé sur le grand mât, a suivi le paratonnerre et s'est perdu dans la mer. La détonation a été terrible et la secousse s'est fait sentir dans toutes les parties du bâtiment. Le matin on n'a trouvé d'autre trace du passage du fluide électrique que la fusion presque complète de l'extrémité en platine

de la tige du paratonnerre.

Etant de quart dans ce moment et occupé à veiller à la sûreté du bâtiment, M. Papillaud, lieutenant de vaisseau à bord du brick se trouvait à 6 pieds du conducteur; il a éprouvé lorsque la foudre a frappé à bord une commotion tellement forte qu'il faillit être renversé de dessus son banc de quart.

C'est la seconde fois que cet officier a été témoin d'un fait semblable, dans la première circonstance il était à bord de la corvette la *Victorieuse*, au moment de sa rentrée à Toulon, en septembre 1856. La commotion a été également très forte, l'éclair brillait au point de causer aux yeux une sensation douloureuse et ce n'est que par la rupture de quelques cordes situées près du conducteur que l'on a acquis la certitude que la foudre avait frappé sur le grand mât.

Il est utile de donner de la publicité à des observations de cette nature, car, de ces faits, on peut tirer des conclusions fort importantes.

Et d'abord, il est à remarquer que c'est pendant la saison d'hiver que l'accident est arrivé. Et, en effet, on a pu constater que c'était surtout à cette époque que les bâtiments étaient plus fréquemment foudroyés. Selon les marins, le tonnerre d'été serait beaucoup moins à craindre pour les bâtiments, et cette croyance est confirmée par toutes les observations qu'on a pu recueillir jusqu'à présent.

En second lieu, cet accident est de nature à édifier les marins sur la nécessité d'être protégés par la présence d'un paratonnerre, et à ce sujet nous devons dire qu'il y a une extrême négligence de la part de nos équipages. Le vaisseau en campagne est muni, il est vrai, de toutes les pièces nécessaires pour constituer le moyen préservateur, mais le plus souvent elles ne sont point posées; on dédaigne trop de s'en servir, le paratonnerre n'étant point à poste fixe, on ne le met que lorsque l'orage est très menaçant et la bravoure, peut-être dans ce cas un peu irréfléchie de nos marins, fait qu'ils ne regardent presque jamais le temps comme assez orageux pour employer le paratonnerre. Il y a plus encore, dans certains cas, on laisse à demeure l'aiguille du paratonnerre et on néglige d'y attacher le conducteur métallique qui doit laisser écouler jusque dans les flots le fluide de la foudre, de telle sorte qu'on est exposé à un bien plus grand danger, puisqu'on laisse la pointe qui attire l'étincelle sans y ajouter le reste de l'appareil qui en détruit le danger.

Il découle encore de la communication de M. Papillaud un dernier enseignement précieux, c'est l'insuffisance du conducteur métallique qui vient presque sur le pont et de la va plonger dans la mer; il en résulte que les effets latéraux de la foudre peuvent être très dangereux. Si, par exemple, M. Papillaud, au lieu d'être à une distance considérable du conducteur, en eût été plus rapproché, il aurait pu en recevoir une étincelle qui l'aurait peut-être foudroyé, ou du moins qui l'aurait très fortement frappé.

Pour obvier à tous ces inconvénients, soit de négligence de la part de l'équipage, soit d'insuffisance du conducteur métallique, l'Amirauté anglaise a adopté un moyen fort simple: au lieu de la chaîne qui peut être détachée ou interrompue par une cause quelconque, les vaisseaux anglais ont leurs mâts entièrement recouverts d'une enveloppe de cuivre, et à leur pied une tige de fer s'en détache et va plonger dans la mer; de cette manière, le conducteur est toujours en place (tant que le mât est debout) et il présente au fluide électrique, sur une surface considérable, un écoulement plus que suffisant.

JULES PELLETAN.

A. GUTHRIE & S. SCHNEIDER, Dictionnaire Universel de Géographie, 37, rue Neuve-des-Petits-Champs, à Paris.

# GEOGRAPHIE

PHYSIQUE, HISTORIQUE, COMMERCIALE ET POLITIQUE.

Résumé encyclopédique de tout ce qui a été publié le plus récemment sur la Géographie, les Voyages, l'histoire, la Géologie, l'histoire naturelle, les Mœurs des peuples, leur Religion, leurs Coutumes, leurs Institutions, leurs Rapports mutuels, la Politique, les Arts, l'Agriculture, l'Industrie, le Commerce, etc.

PAR MAC CARTHY.

2 volumes de 1,500 pages (15 volumes ordinaires), 20 fr.

Indispensable aux Étudiants, aux Gens du monde et de cabinet, aux Commerçants, aux Voyageurs, etc.

# MODES.

Le COLIFICHET, journal des MODES à neuf francs par an, continue de paraître les 1<sup>er</sup> et 15 de chaque mois, avec jolies gravures et 8 colonnes de texte, rue COQUILLIÈRE, 46, à Paris.

Pour paraître samedi 7 courant, chez A. POUJIN, 49, quai des Augustins:

## De l'État présent et de l'Avenir des Principautés DE MOLDAVIE ET DE VALACHIE

Suivi du recueil des Traités de la Turquie avec les Puissances européennes, et d'une carte des pays Roumains. — Un fort vol. in-8. — Prix: 8 fr.

Par FÉLIX COLSON.

Le produit de la vente de ce livre est destiné à racheter des esclaves en Moldavie-Valachie.

Du même: Coup-d'œil sur l'état des populations chrétiennes de la Turquie d'Europe, — chez le même éditeur. — Prix: 2 fr.

# DAGUERRÉOTYPE

Avec les accessoires. Appareil exactement semblable à celui présenté à l'Académie des sciences, par M. Daguerre.

Prix: 350 fr. et au-dessous.

On s'inscrit chez CHARLES CHEVALIER, ingénieur-opticien, Palais-Royal, 163, à Paris.

## UN SOU.

D. FEVRE, rue St-Honoré, 393, au 1<sup>er</sup>.

EXPOSITION NATIONALE DE 1859.

LA POUSSÉE DE SELTZ GAZEUSE corrige l'eau presque partout malsaine, nuisible aux dents et à l'estomac, elle en fait une boisson rafraîchissante et salutaire, qui donne au vin le goût le plus agréable, sans lui ôter ses forces; FACILITE LA DIGESTION, prévient et guérit la pierre, la gravelle, les rétentions et maux de reins, particulièrement aux hommes de bureau. Les 20 paquets pour 20 bouteilles, 1 fr. 50 c.

LA POUSSÉE DE VIN MOUSSEUX change à l'instant tout vin blanc en champagne, rend la limonade gazeuse. Les 20 b., 1 fr. 50 c.

AGRO, le plus exquis des sirops, la b., 3 fr.

## A Louer.

A LOUER, dans un très-bel hôtel, rue Louis-le-Grand, 23.

Un grand et bel APPARTEMENT avec écurie et remise, et un autre APPARTEMENT au-dessus avec ou sans écurie et remise.

A LOUER, dans un hôtel entièrement neuf, rue des Saussaies, n° 8, faubourg Saint-Honoré, près l'Élysée, deux grands APPARTEMENTS avec écuries et remises, et trois autres petits APPARTEMENTS, le tout fraîchement décoré.

b. vyhky est prie d'indiquer son domicile à g.j.v.x

BOURSES. — Paris, 4 septembre. — La baisse sur les rentes est motivée sur celle annoncée par la cote de Londres. Le 5 o/o a fléchi de 20 c. au comptant, et de 25 c. à terme, le 3 o/o au comptant de 45 c. et de 35 c. à fin de mois; le 4 o/o est au même taux.

Les fonds espagnols se sont améliorés sur le cours d'hier; l'active de 1 fr. la passive de 1 fr. Les différents nouveaux sont cotés à 10 fr., et les anciens à 5 fr. Le portugais 3 o/o à 20 fr. La rente de Naples a baissé de 25 c., et la banque de Belgique de 5 francs.

FONDS PUBLICS.	1 <sup>er</sup> cours.	Plus haut.	Plus bas.	2 <sup>e</sup> cours.	Clos. préc.	PRIMES.—fin du m.	fin prochain
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mars.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juin.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juillet.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 août.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 septembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 octobre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 novembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 décembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 janvier.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 février.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mars.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 avril.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mai.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juin.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juillet.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 août.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 septembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 octobre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 novembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 décembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 janvier.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 février.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mars.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 avril.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mai.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juin.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juillet.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 août.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 septembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 octobre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 novembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 décembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 janvier.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 février.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mars.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 avril.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mai.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juin.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juillet.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 août.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 septembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 octobre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 novembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 décembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 janvier.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 février.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mars.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 avril.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mai.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juin.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juillet.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 août.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 septembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 octobre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 novembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 décembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 janvier.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 février.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mars.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 avril.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mai.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juin.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juillet.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 août.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 septembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 octobre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 novembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 décembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 janvier.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 février.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mars.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 avril.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mai.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juin.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juillet.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 août.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 septembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 octobre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 novembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 décembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 janvier.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 février.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mars.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 avril.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mai.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juin.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juillet.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 août.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 septembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 octobre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 novembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 décembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 janvier.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 février.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mars.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 avril.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mai.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juin.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juillet.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 août.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 septembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 octobre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 novembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 décembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 janvier.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 février.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mars.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 avril.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 mai.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juin.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 juillet.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 août.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 septembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 octobre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 novembre.	112 40	112 40	112 15	112 20	112 40	112 15	112 20
5 0/0, 3 <sup>e</sup> du 22 décembre.	112						